

## Résumés

*Stefan Berger*, Voies et errances du socialisme démocratique : la relation du Labour Party et du SPD au capitalisme aux XIXe et XXe siècles

Le Labour Party britannique et la social-démocratie allemande comptent parmi les partis sociaux-démocrates ayant sans aucun doute largement contribué à l'orientation programmatique de la social-démocratie au cours de quelques 150 années de son existence. Dans le panorama que je dresse des cheminements et errances de ces deux partis du XIXe siècle à aujourd'hui, j'analyse de façon comparative les voies programmatiques qu'ont empruntées le Labour Party et le SPD pour parvenir au socialisme démocratique et le rôle qu'ils ont ce faisant joué pour la social-démocratie internationale. Dans cette perspective, je me concentre sur les tensions qui résultèrent de deux éléments fondamentaux du programme socialiste : l'ambition programmatique de dépasser le capitalisme, et l'ambition programmatique de démocratiser la politique et d'autres domaines de la vie. Ces tensions sont un phénomène fondamental de l'histoire de la social-démocratie aux cours des XIXe et XXe siècles.

*Bernard Degen*, La social-démocratie dans le système électoral suisse

La social-démocratie suisse n'est pas parvenue à s'imposer comme une pionnière de la démocratie. Cette place avait déjà été prise avant la création des organisations politiques ouvrières par un mouvement démocratique petit-bourgeois. Les lacunes du suffrage universel, égal et direct, qui avait été imposé au niveau fédéral en 1848, reposaient pour une grande part sur des constellations d'intérêts locales et régionales et elles n'étaient guère aptes à servir de base pour une agitation de portée générale. Le mode de scrutin majoritaire offrait aux organisations ouvrières de maigres chances de succès et il les renvoyait toujours dans le rôle ingrat du jeune associé des forces de centre-gauche. C'est ainsi qu'il manqua longtemps les perspectives nécessaires à l'édification d'un parti autonome. A cela s'ajouta que, dans de nombreux endroits de la Suisse, qui était fortement segmentée sur le plan politique au XIXe siècle, la masse critique pour fonder une organisation durable faisait défaut. Après deux tentatives ratées, la social-démocratie put, avec d'autres groupes minoritaires, imposer le suffrage proportionnel vers la fin de la Première Guerre mondiale. Avec ce nouveau système, le nombre de sièges remportés au Conseil national par la social-démocratie augmenta certes, mais la proportion des électeurs demeura en deçà des 30 %.

*Bernd Faulenbach*, Signification des bouleversements de 1989/90 pour la social-démocratie allemande dans le contexte européen

Jusqu'à présent, les discours scientifiques portant d'une part sur la « fracture structurelle » des sociétés de l'Europe occidentale durant les années 1980 et 90, et d'autre part, sur la crise finale du communisme soviétique, les bouleversements en Europe de l'Est en 1989/90 et leurs conséquences co-existaient de manière parallèle, presque sans lien l'un avec l'autre. L'article analyse la façon dont la social-démocratie contemporaine traita ces deux complexes. Elle s'éleva dans les années 1980 contre le néo-libéralisme, mais reprit cependant des impulsions issues des mouvements alternatifs. Elle tenta de poursuivre les succès de son *Ostpolitik*, mais eut des difficultés à intégrer dans son modèle politique les dissidences et les mouvements d'opposition dans les pays de l'Europe médiane. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la social-démocratie n'ait pas réagi de manière uniforme aux bouleversements de 1989/90. Seule une partie, parmi elle Willy Brandt et d'autres anciens sociaux-démocrates, ainsi que la social-démocratie nouvellement créée en RDA, tentèrent d'exploiter de manière offensive les changements en matière de potentialités d'action. Cependant, ils ne parvinrent pas à apposer à la mutation le sceau de la

social-démocratie. La social-démocratie et son projet politique furent, pendant les années 1980 et 90, dépassés par la concomitance de demandes très différentes.

*Joris Gijzenbergh*, Sémantique de la « démocratie » dans les partis sociaux-démocrates. Pays-Bas, Allemagne et Suède, 1917–1939

Cet article examine la façon dont les sociaux-démocrates ont compris et utilisé le concept de « démocratie » durant l'entre-deux-guerres aux Pays-Bas, en Allemagne et en Suède. Il s'attache de plus près au Parti social-démocrate des ouvriers néerlandais (SDAP) et à la façon dont il considérait ses partis frères, tandis que le SDP et le Parti social-démocrate suédois des travailleurs (SAP) sont étudiés dans une perspective comparative. L'article analyse la manière dont ces partis ont défini le concept de « démocratie » et les formules apparentées, quand et pourquoi ils ont mis l'accent sur des significations divergentes et comme ils ont utilisé leur terminologie pour faire avancer leur programme d'action politique. Dans cette perspective, l'article diverge de la littérature spécialisée, qui analyse la valeur attribuée par les sociaux-démocrates au régime parlementaire. Les avocats de la révolution et de la réforme n'ont pas uniquement parlé différemment d'une forme d'Etat démocratique et d'une société démocratique, mais leurs débats ont également porté sur une façon de vivre démocratique. Dans ces domaines, les sociaux-démocrates ont renvoyé à de nombreux types de démocratie. Leur débat interne sur la démocratie impliquait davantage qu'un choix pour ou contre les institutions parlementaires dans le but de gagner du pouvoir.

*Susanne Götze*, Le « Parti socialiste unifié » (PSU) dans les années 1960. Une nouvelle conception socialiste au-delà de la SFIO et du PCF comme « Troisième voie » durant la Guerre Froide

Des tendances d'extrême gauche aux projets révisionnistes : le Parti socialiste unifié (PSU) était un parti assis entre plusieurs chaises. Ses membres, qui formaient un groupe hétérogène, osèrent proposer en 1958, à la fin de la IV<sup>e</sup> République, un projet de gauche complètement nouveau et placé sous le signe de la crise des partis de la gauche traditionnelle comme la SFIO et le PCF. Les communistes déçus, les trotskistes, les socialistes, les communistes conseillistes et les mendésistes s'essayèrent à partir de 1960 à une nouvelle définition du socialisme qui devait rectifier les erreurs de la gauche traditionnelle. Les membres du PSU formèrent ainsi un « laboratoire » intellectuel en amont de la révolte de mai 1968. Lors de toutes les luttes intestines – raison pour laquelle le parti resta sans succès politique durant trente ans –, les membres du PSU se montrèrent unis contre le colonialisme, le centralisme, l'autoritarisme et le capitalisme. Le PSU ne put trouver des affinités ni avec le modèle occidental d'un Etat providence, ni avec le « socialisme réel » soviétique. Il tenta avec ses positions d'établir une pensée socialiste moderne comprise comme une sorte de « Troisième voie » dans l'Europe de la Guerre Froide.

*Joachim C. Häberlen*, Camaraderie au couteau ? Le déclin des milieux prolétaires de gauche à Leipzig à la fin de la République de Weimar

L'article analyse l'érosion des milieux « prolétaires de gauche » à la fin de la République de Weimar. Dans cette perspective, il s'attache aux pratiques sociales à la base du mouvement ouvrier. A partir de trois complexes thématiques, l'article développe des thèses expliquant le déclin de ce milieu. Tout d'abord, il se penche sur la violence politique, en particulier entre sociaux-démocrates et communistes, deuxièmement, sur les effets de la politisation controversée du milieu ouvrier dans le sens des partis et troisièmement, sur le rôle de la confiance et de la méfiance dans les relations entre les deux partis du mouvement ouvrier. Cela permet en particulier de faire apparaître les différences de conceptions sur le plan de la pratique politique et ainsi, de la participation politique, existant du côté

du SPD et du KPD. Celles-ci compliquèrent considérablement la collaboration des partis dans leur opposition aux nazis.

*Lutz Häfner*, «Camarades»? Conception du socialisme et pratique politique du parti socialiste révolutionnaire russe et relation de ce dernier au SPD 1902–1914

Le parti socialiste révolutionnaire russe (PSR) avait une conception du socialisme qui s'écartait de la social-démocratie européenne. Ce n'était ni une organisation d'avant-garde de révolutionnaires de métier, ni un parti de masse prolétaire. Il avait pour ambition d'être le parti de toute la population active : ouvriers, paysans et intelligentsia. Le fait que le PSR ait trouvé une grande résonance parmi les paysans était dû à plusieurs raisons : le degré moindre d'industrialisation ainsi que la structure sociale de l'Empire tsariste marqué par un système agraire. Mais le PSR a sans doute été influencé par sa connaissance de la question agraire, qui fut fortement controversée au sein du SPD à partir du milieu des années 1890 et qui a plutôt amené les paysans à s'éloigner du parti. Le programme du PSR était marqué par l'anticapitalisme, la socialisation du sol et le terrorisme, qui était considéré comme un moyen important de la lutte politique contre l'autocratie. Jusqu'à la Révolution de 1905, il n'y avait aucune forme d'opinion publique qui fonctionnait dans l'Empire tsariste : il n'y avait ni droit de rassemblement, ni parlement, ni presse dont la liberté n'était pas entravée par la censure. La «propagande de l'action» exercée contre les hauts représentants de l'Etat suscita une grande compréhension dans l'opinion publique internationale, y compris au sein du SPD, durant les années 1902 à 1905 car l'autocratie était considérée comme une tyrannie.

*Harm Kaal*, Créer un électorat socialiste. Le langage politique social-démocrate aux Pays-Bas (1890–1950)

L'article analyse le langage politique du «*Sociaal-Democratische Arbeiderspartij*» néerlandais durant les campagnes électorales entre 1894 et 1948. Il remet en question l'interprétation dominante présentant le SDAP comme l'organe de représentation politique de la classe ouvrière. Bien avant que la notion de «*volkspartij*» ne devienne la caractéristique essentielle de la politique électorale, les sociaux-démocrates tentèrent d'élargir leur appel en ciblant des groupes professionnels spécifiques ne faisant pas partie de la classe ouvrière, comme par exemple les paysans, les commerçants et les maraîchers. De plus, le SDAP utilisa très tôt déjà un discours religieux pour détourner les électeurs des partis confessionnels. A la fin des années 1930, le parti reformula son discours politique. Son ambition d'être un parti populaire doté d'une large base fut à partir de ce moment soutenue par un langage politique concret, largement non religieux et non marxiste, mais néanmoins anticapitaliste qui était centré sur le programme socio-économique du parti et allait rester dominant après la Seconde Guerre mondiale.

*Philipp Kufferath*, Des réseaux comme alliances stratégiques et ressources latentes. Tentatives d'établissement de l'opposition de gauche dans le milieu du SPD après 1945

L'opposition de gauche dans le milieu du SPD s'est établie entre 1945 et 1960 en marge du parti par le biais de contacts personnels et de réseaux informels. Les connexions de la génération de la résistance et de l'exil qui s'étaient développées au fil du temps jouèrent un rôle important. Des cercles confidentiels et reposants sur des amitiés personnelles furent utilisés durant un temps limité comme alliances stratégiques pour influencer en coulisses les décisions du SPD et des syndicats. D'autres contacts servirent à des acteurs individuels de ressources latentes pouvant être activées selon les situations pour des projets politiques et personnels. Cela engendra entre les générations tant des processus d'apprentissage que des tensions politiques et habituelles. La structure centraliste du parti et la cul-

ture politique de la Guerre Froide minèrent la culture de la controverse démocratique et compliquèrent la collaboration entre les individus, cercles et magazines au profil théorique et politique bien marqué. L'attitude vis-à-vis du communisme et les tensions entre la loyauté envers le parti et les convictions propres placèrent les réseaux socialistes de gauche devant des défis particuliers qui furent gérés différemment selon la stratégie adoptée.

*Wim van Meurs*, Démocratie ou socialisme ? Les partis paysans dans l'Europe du Sud-Est au tournant du siècle comme vecteurs de la démocratisation. Une esquisse

Tant la Roumanie que la Bulgarie eurent pendant l'entre-deux-guerres un parti paysan avec un nombre important d'adhérents. Lors de la mise en place des réformes socio-économiques au profit de la population rurale, le parti paysan roumain opta pour la voie parlementaire, tandis que son pendant bulgare se décida pour une radicalisation autoritaire, et cela bien que la situation matérielle des paysans roumains fût plus oppressante, que l'extension du droit de vote se soit déroulée depuis la fin du XIXe siècle de façon similaire dans les deux pays et que la pensée du populisme agraire russe fût présente à Bucarest tout comme à Sofia. Dans cet essai, nous avançons la thèse suivante : ni l'histoire des idées, ni la constitution agraire, ni la situation économique ne peuvent expliquer ces divergences de développement. Les facteurs clés ont en fait été les conséquences opposées de la Première Guerre mondiale et les lignes de conflit de la politique nationale des partis : la Roumanie était sortie victorieuse de la guerre, ce qui lui permit d'achever la formation de son Etat national, et les libéraux furent les principaux opposants politiques du parti paysan. La Bulgarie avait dû se résigner aux pertes territoriales et aux réparations dues à la guerre, et l'affrontement politique eut lieu entre le mouvement paysan et les communistes.

*Thomas Oellermann*, La social-démocratie allemande durant la Première République tchécoslovaque – le mouvement ouvrier d'une minorité

La social-démocratie fut une force politique significative dans les pays bohèmes et dans la République tchécoslovaque. Après 1918, elle s'opposa tout d'abord à l'Etat né de l'union des Tchèques et des Slovaques, puis elle fut prête à collaborer au sein de cet Etat. Depuis 1929, elle participait au gouvernement. C'est aussi en réaction au parti allemand des Sudètes, qui émergea après 1933, que la social-démocratie allemande se positionna jusqu'en 1938 en faveur de la République tchécoslovaque et de la démocratie. L'historiographie s'est jusqu'à présent presque exclusivement consacrée à la relation de la social-démocratie en tant que parti d'une minorité nationale à l'Etat des nations majoritaires. Le fait que la social-démocratie allemande ait été dans les pays bohèmes un mouvement ouvrier classique assorti de nombreuses organisations et fédérations a ainsi peu été pris en compte. La présente contribution propose une vue de l'intérieur de ce mouvement à partir de différents aspects. Le débat portant sur l'intégration des femmes montre comment la volonté exprimée d'une émancipation se présentait dans la réalité. L'échec de l'intégration des footballeurs montre quant à lui les difficultés rencontrées par ce mouvement ouvrier pour adopter de nouvelles formes culturelles du mouvement ouvrier. Cela vaut aussi pour les efforts menés par les ligues de tempérance ouvrières qui sont abordées ici. Loin de la question de savoir comment se positionna la social-démocratie allemande en tant que force politique d'une minorité nationale face à l'Etat tchécoslovaque, l'exemple du système de Gand montre que cette relation difficile se déroula également à d'autres niveaux.

*Mike Schmeitzner*, Ambivalences du progrès. A propos de la fascination exercée par la dictature prolétarienne durant la révolution démocratique 1918–1920

La défaite allemande lors de la Première Guerre Mondiale déboucha fin 1918 sur un changement révolutionnaire qui fut au départ porté à part égale par l'USPD et le MSPD.

Les objectifs de démocratisation et de socialisation défendus par ces deux partis ne purent cependant être réalisés sans difficultés en raison des résultats des élections à l'Assemblée nationale. Tandis que le MSPD entama une coalition avec les forces démocratiques de la bourgeoisie et dut par conséquent revoir à la baisse ses objectifs en matière de politique économique, des groupes de plus en plus importants de l'USDP se radicalisèrent dans l'opposition. La déception consécutive aux résultats des élections et l'extrême dureté de la politique militaire menée par le gouvernement à l'intérieur du pays firent rapidement gagner du terrain aux idées d'une pure dictature du prolétariat, telle qu'elle avait déjà été esquissée par Marx et Engels et propagée par les bolchéviques en Russie, et ce même dans certains bastions du MSPD. Les avis concernant la « structure interne » d'une telle dictature divergèrent cependant largement. Cela ne ternit pour autant pas la fascination envers une telle « démocratie prolétaire », comme le montrèrent les élections au Reichstag de 1920 : près de la moitié des ouvriers organisés (socialistes) vota pour un pouvoir entièrement placé entre les mains des ouvriers, seule l'autre moitié opta pour la démocratie parlementaire.

*Jürgen Schmidt*, Société civile, lignes de tension socio-économiques et milieu socio-moral. Mouvement ouvrier et partis ouvriers en Allemagne de 1860 à 1914

Afin de rendre compte des multiples accès à l'histoire de la social-démocratie allemande ainsi qu'à la formation complexe d'un milieu socio-moral au XIXe siècle, cet article analyse les structures, comportements, valeurs, la culture et les membres du milieu ouvrier social-démocrate sur deux plans. La première partie étudie le mouvement ouvrier socialiste/social-démocrate à ses débuts (jusqu'à dans les années 1870) du point de vue de la société civile. Nous présentons un acteur qui se distingua par son engagement civique et politique et contribua à la participation et à la collaboration de groupes exclus de la société. Dans la seconde partie est dépeint le milieu social-démocrate dans une étude de cas portant sur la période postérieure à 1890. La coopération et l'opposition des deux acteurs centraux du milieu, le mouvement des syndicats et celui des partis, sont intégrées à l'interprétation et à l'analyse. Les lignes de tensions socio-économiques sont prises en compte. L'article pose les questions suivantes : quel était le lieu dans la société occupé par le milieu ouvrier socialiste en Allemagne au XIXe siècle ? Comment ce milieu développa-t-il une stabilité qui perdura jusqu'à la période qui précéda immédiatement la Première Guerre mondiale ?

*Jens Späth*, Que signifie « antifascisme » après 1945 ? L'exemple des socialistes italiens dans la perspective d'une comparaison avec les autres pays d'Europe de l'Ouest

Dans un premier temps, l'antifascisme peut être compris comme un paradigme central par rapport auquel se sont définis les socialistes. En outre, il forma un schéma d'action pour un mouvement de démocratisation dans une perspective inter- et transnationale. Pour examiner ces hypothèses, nous analysons à titre d'exemple pour l'Europe occidentale le cas des socialistes italiens entre 1945 et 1963. Le *Partito Socialista Italiano* est intéressant parce qu'il fut le seul parti socialiste en Europe occidentale à avoir maintenu un front d'unité avec les communistes après le début de la Guerre Froide. Pour montrer les ruptures et les continuités dans le discours et les actions, nous récapitulons tout d'abord les expériences d'un échantillon de socialistes avant 1945. Puis l'étude s'interroge sur ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il fut nécessaire de redéfinir l'antifascisme et que les moments de commémoration prirent un poids de plus en plus important dans la culture politique italienne. Enfin, les résultats de l'analyse de la configuration italienne sont ensuite replacés dans le cadre de l'Europe occidentale pour être comparés avec le cas des socialistes allemands et français.

*Christoph Stamm*, A propos de la situation politique en 1932. Comptes-rendus inédits de deux séances du Comité du SPD

Les deux documents contiennent des rapports sur des séances du Comité du SPD qui se sont tenues les 4 mai et 20 septembre 1932 ; ces rapports étaient jusqu'alors inconnus de la recherche. Le Comité du parti formait l'interface entre la direction centrale du parti et l'organisation de ce dernier dans les régions et il devait promouvoir l'intégration des différentes ailes du parti. Les documents traitent des problèmes qui étaient à l'époque prédominants pour le SPD : les mesures contre le chômage massif, la politique de tolérance vis-à-vis du cabinet Brüning, le comportement envers le gouvernement Papen, la question de la réaction à la destitution du gouvernement prussien, le rapport au KPD et la lutte contre le national-socialisme montant. Ces documents, qui résultent du travail des membres féminins du parti, permettent également de mettre cet aspect en lumière. Les documents contiennent dans des contributions nommément attribuées des détails des débats au sein du SPD qui complètent l'image que nous avons jusqu'à présent, et ils montrent clairement l'atmosphère politique oppressante dans laquelle la direction du SPD tenta de clarifier ses propres positions et chercha des possibilités d'action.

*Kristian Steinnes*, Le tournant européen et l'« Europe sociale ». La social-démocratie en Europe du Nord, 1950–1985

La contribution explore les changements de la social-démocratie après la Seconde Guerre mondiale en se concentrant sur les sociaux-démocrates de l'Europe du Nord jusqu'au milieu des années 1980. Durant cette période, les sociaux-démocrates ont adopté une position pro-européenne plus solide et ont lancé des initiatives destinées à faciliter le programme d'une Europe sociale. Cependant, l'intégration européenne était ambivalente aux yeux des partis sociaux-démocrates, particulièrement pour ceux de l'Europe du Nord, qui y étaient réticents parce qu'elle était perçue comme un défi à leur politique et à leurs réalisations au niveau national. Cependant, on pensait également que la structure supranationale permettait d'améliorer les possibilités de poursuivre des politiques sociales à un niveau européen. En examinant la nature, les causes et les conditions dans lesquelles les partis et hommes politiques sociaux-démocrates de l'Europe du nord se sont tournés vers l'Europe, l'article montre que le tournant européen était enraciné dans un mélange complexe d'interdépendance accrue des marchés, d'idéologie social-démocrate réformée et de création d'une communauté démocratique supranationale.

*Florence Sutcliffe-Braithwaite*, Le concept de « classe » dans le développement de l'idéologie du Parti travailliste britannique (*Labour Party*), 1983–1997

La nature de la « modernisation » du Labour Party entre 1983 et 1997 a fait l'objet de controverses. Les hommes politiques de l'aile gauche du Labour et quelques historiens ont prétendu que la modernisation impliquait l'abandon de l'électorat ouvrier traditionnel du Labour, de l'analyse de « classe » et des politiques collectivistes. Cet article remet en question ces affirmations. Il analyse la rhétorique du Labour Party à propos du concept de classe dans les instruments de formation de l'opinion publique, les discours et les documents internes au parti. Tout d'abord, il esquisse la façon dont les modernisateurs ont pensé que le système de classe britannique était en train de changer en analysant les sources dont ils se sont servis et les considérations tactiques qui ont influencé leur conception du changement social. Il montre ensuite comment l'électorat du Labour a été ré-imaginé dans la rhétorique publique et les débats non-officiels. Bien que le parti se soit détourné de l'imagerie de la « classe », cela n'a pas signifié pour autant la fin d'un projet politique construit autour de l'amélioration des conditions de vie de la majorité : un électorat majoritaire était toujours envisagé, mais il était décrit par d'autres moyens, en particulier par le langage de l'« ordinaire ».